

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 20 octobre 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions fiscales, financières et diverses" (Titre IV "Dispositions diverses" - Chapitre IX "Télécommunications"), a donné le 25 octobre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 oktober 1995 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen (Titel IV "Diverse bepalingen" - Hoofdstuk IX "Telecommunicatie"), heeft op 25 oktober 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"De in dit hoofdstuk opgenomen bepalingen werden besproken tijdens de Ministerrad van 17 oktober 1995. De notificatie van de beslissing hieromtrent luidt als volgt :

"De bepalingen betreffende telecommunicatie zullen verder worden onderzocht in de betrokken werkgroep. Indien hieromtrent geen problemen meer rijzen zullen zij niet meer aan de Raad worden voorgelegd en zullen zij als een hoofdstuk IX in Titel III (die IV wordt) worden ingevoegd".

*

*

*

Chapitre IX. - Télécommunications.

Observations générales.

1. Il ressort du commentaire des articles faisant l'objet du chapitre IX - Télécommunications, que l'avant-projet de loi poursuit, en la matière, un double objectif :

.../...

- 1° d'une part, finaliser la consolidation stratégique de BELGACOM, notamment, en apportant une série de dérogations aux dispositions générales qui sont applicables, en principe, à l'ensemble des entreprises publiques autonomes et qui sont groupées dans le Titre premier de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;
- 2° d'autre part, anticiper les évolutions du droit communautaire en conférant, à cet effet, au Roi de larges habilitations.

En ce qui concerne le second objectif, force est de constater que l'exposé des motifs cite, pour l'essentiel, une série de résolutions qui ne se sont pas encore traduites par l'adoption par les autorités communautaires de mesures contraignantes pour les Etats membres; il s'agit principalement de documents préparatoires définissant les grandes orientations qui devront nécessairement être ultérieurement discutées avec les Etats membres (1) et matérialisées dans des règlements ou des directives.

Ceci étant, les auteurs de l'avant-projet ne sont pas, dès à présent, en mesure d'adopter des dispositions ayant un contenu normatif précis et sont amenés à laisser au Roi le soin de prendre toutes les mesures nécessaires en vue

(1) Voir notamment la résolution du Conseil du 7 février 1994 sur les principes en matière de service universel dans le secteur des communications (94/C 48/01), J.O.C.E. 12/2/94, n° C 48/1 et 2.

de la réglementation future des marchés de télécommunications.

L'octroi au Roi d'un pouvoir aussi exorbitant - les principes qui doivent guider le Roi dans l'exercice de ces pouvoirs ne sont pas définis et aucune limitation de temps n'est prévue - n'est pas de nature à permettre aux chambres législatives d'apprécier l'exacte portée de la réforme entreprise et d'exercer leur fonction de contrôle sur l'activité du pouvoir exécutif. Le pouvoir d'évocation du Sénat risque d'en être également contrarié.

2. L'examen des dispositions faisant l'objet du chapitre IX conduit à considérer que le Gouvernement a en vue l'adoption d'un corps de règles détaillées destinées à réglementer, ensuite de leur libéralisation progressive, les marchés des télécommunications, marchés sur lesquels BELGACOM n'est qu'un des opérateurs.

Plutôt que d'insérer ce nouveau corps de règles dans la loi précitée du 21 mars 1991 qui, comme son intitulé même l'indique, concerne les entreprises publiques autonomes, mieux vaudrait adopter une législation distincte relative aux télécommunications dans laquelle trouveraient place toutes les dispositions relatives à cette matière, en ce compris les quelques dispositions figurant actuellement dans la susdite loi.

3. Le chapitre IX du présent avant-projet contient, tant dans le commentaire des articles que dans ceux-ci,

.../...

plusieurs références inexactes qui en compromettent la compréhension. Il appartiendra aux auteurs de rectifier ces erreurs.

C'est sous le bénéfice de ces observations générales que le Conseil d'Etat formule les quelques observations particulières suivantes.

Observations particulières.

Article 76.

Au 2°, l'ajout des mots "et, le cas échéant," au texte du paragraphe 4, alinéa 1er, de l'article 59/2 de la loi, paraît inutile et pourrait être omis, à moins d'en préciser la portée - ce que le commentaire omet de faire.

Article 77.

L'article 59/7 en projet prévoit, notamment, que n'est pas applicable à BELGACOM l'article 12, § 3, deuxième phrase, de la loi du 21 mars 1991.

Pour éviter toute équivoque, il serait souhaitable de préciser que BELGACOM décide librement, dans les limites de son objet social, tant des placements en devises que des placements en francs belges.

.../...

Article 78.

Dans un souci d'uniformité de présentation du texte, l'article 59/8 en projet doit être rédigé comme suit :

"Art. 59/8. A l'article 13, § 3, alinéa 1er, les mots "et donne droit statutairement à plus de 75 % des voix et des mandats dans tous les organes de la filiale concernée" ne sont pas applicables à BELGACOM".

Article 82.

Les définitions que donne cet article ne sont pas, en l'état actuel, la reproduction de textes de droit communautaire. Le danger existe, dès lors, que, lorsque de tels textes auront été définitivement adoptés par les autorités communautaires compétentes, il y ait une divergence avec les définitions anticipativement adoptées par le législateur belge (1).

Article 83.

Cet article tend à compléter l'article 75 de la loi du 21 mars 1991 par un paragraphe 8, lequel prévoit l'intervention de l'Institut aux fins de concilier les parties au

(1) Apparemment, l'article 68 de la loi du 21 mars 1991 ne comporte pas de 16°.

litige et laisse au Roi le soin de fixer la procédure devant l'I.B.P.T.

S'il peut se concevoir que l'I.B.P.T. joue un rôle de conciliateur, il ne peut, par contre, être admis que, comme le prévoit ledit paragraphe 8, à l'alinéa 1er, in fine, l'I.B.P.T. - personne morale de droit public - intervienne en qualité d'arbitre selon une procédure fixée par le Roi. La matière est régie par la sixième partie du Code judiciaire et il y a lieu de s'y conformer.

La disposition doit être revue en conséquence.

Article 84.

L'article 85bis en projet confère au Roi le pouvoir de définir "la liste des services prestés au titre de service universel et les conditions techniques et financières des prestations de celui-ci".

La section de législation se demande s'il n'y a pas une contradiction radicale entre la disposition projetée et l'article 3, § 2, de la loi du 21 mars 1991, qui définit les matières faisant l'objet du contrat de gestion, singulièrement avec les 1° et 2°. Elle se réfère, à cet égard, au commentaire des articles 4 et 5 dudit contrat de gestion (M.B. du 4 septembre 1992, p. 19.352). Cette contradiction doit être levée.

.../...

Article 85.

L'article 85ter en projet prévoit, en son alinéa 2, l'obligation, pour le fournisseur du service universel, de mettre à la disposition de l'Institut ou de ses "mandataires" toute information nécessaire au calcul du coût de ce service.

Ces "mandataires" ne sont pas autrement identifiés. Dans le commentaire de cet article aucune allusion n'y est faite. Le texte doit être clarifié sur ce point.

La même observation vaut pour les articles 90 et 91 de l'avant-projet.

Article 86.

L'article 85quater en projet institue une contribution calculée sur le chiffre d'affaires des opérateurs dans le secteur des télécommunications. Cette contribution présente les caractères essentiels d'un impôt. Elle constitue un prélèvement opéré d'autorité par l'Etat et ne représente pas la contrepartie d'un service fourni spécialement aux personnes offrant au public des infrastructures ou des services non réservés de télécommunications désignés par le Roi, ainsi qu'aux éditeurs d'annuaires visés à l'article 113, 2°, de la loi du 21 mars 1991.

.../...

La circonstance que le produit de cette contribution reçoive, par le truchement d'un fonds (1) spécialement créé à cet effet, une affectation particulière, celle de compenser les pertes subies par BELCAGOM du fait de la prestation du service universel, ne paraît pas suffisante pour écarter la qualification d'impôt.

Il s'ensuit que le législateur doit lui-même établir les éléments qui concourent à la détermination de la dette fiscale exigible des contribuables, les délégations au Roi ne pouvant porter que sur des points secondaires.

La disposition en projet doit être revue en conséquence.

Article 89.

Le Conseil d'Etat suggère que, sur le modèle de l'article 92, § 2, en projet, les pouvoirs actuellement conférés au ministre par l'article 94, § 2, de la loi, le soient dorénavant au Roi.

(1) Ni le texte examiné, ni le commentaire de l'article ne permet de préciser si ce fonds constitue un véritable fonds budgétaire soumis notamment aux dispositions de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, et aux règles du contrôle administratif et budgétaire ou si ce fonds "géré par l'Institut" appartiendra au secteur débudgétisé, ce qui a pour effet de le soustraire à la législation sur la comptabilité publique et de le soumettre seulement aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, laquelle s'applique à l'I.B.P.T.

Article 90.

On peut se demander comment, à suivre le commentaire de l'article, il est possible au Roi d'arrêter des principes comptables, que tous les opérateurs doivent appliquer, sans faire obstacle à l'application de toutes les dispositions légales et réglementaires en matières de normes comptables et sans porter atteinte à la compétence de la Commission des normes comptables.

Le Gouvernement devrait clarifier ses intentions.

Article 91.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison le pouvoir conféré au ministre par l'article 109bis, alinéa 2, deuxième phrase en projet, ne l'est pas au Roi comme il est prévu à l'article 109, § 2, en projet.

Article 92.

Cette disposition insère dans la loi un article 109ter qui accorde au Roi une délégation particulièrement exorbitante qui porte atteinte au principe de l'autonomie des volontés.

Une telle atteinte à la liberté contractuelle doit être l'oeuvre du législateur lui-même et ne peut être déléguée au Roi.

.../...

Article 95.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 95. L'article 110, § 2, alinéa 1er, de la même loi est complété comme suit :".

Article 96.

Au paragraphe 2, in fine, de l'article 114 en projet, le membre de phrase "ainsi qu'aux dispositions prévues en exécution de ces prescriptions", méconnaît le principe de la légalité des incriminations pénales. Ces mots doivent être omis.

Par ailleurs, l'article 113bis est inexistant.

Compte tenu de ces deux observations, le texte doit être rédigé comme suit :

"§ 2. ... les articles 84, 85, alinéas 2 et 3, 88, 89, §§ 2 à 7, 92, §§ 1er, 2 et 5, 94, § 1er, 95, 96, 99, § 3, 104, 109, 109bis et 113".

Article 98.

Si cette disposition nouvelle entend remplacer l'article 7 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radio-distribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision par une

.../...

disposition autonome de la loi du 21 mars 1991, il convient de procéder comme suit :

- 1° l'article 98 du projet doit abroger l'article 7 de la loi du 6 février 1987, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994;
- 2° la disposition nouvelle doit former un article 92bis nouveau, plutôt que d'être insérée dans un chapitre intitulé "Dispositions diverses".

D'autre part, il convient de ne pas recourir au mot "instances" qui est une notion de droit judiciaire.

Article 99.

Le Conseil d'Etat se demande, à lire le commentaire de l'article 99, si l'objectif poursuivi par les auteurs de l'avant-projet ne serait pas réalisé par la seule suppression, à l'alinéa 1er de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, des mots ", à l'exclusion des services de radiodiffusion".

La suppression de ces mots aurait pour conséquence de soumettre BELGACOM au régime de droit commun, pour ce qui concerne les services de radiodiffusion.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"De in dit hoofdstuk opgenomen bepalingen werden besproken tijdens de Ministerraad van 17 oktober 1995. De notificatie van de beslissing hieromtrent luidt als volgt :

"De bepalingen betreffende telecommunicatie zullen verder worden onderzocht in de betrokken werkgroep. Indien hieromtrent geen problemen meer rijzen zullen zij niet meer aan de Raad worden voorgelegd en zullen zij als een hoofdstuk IX in Titel III (die IV wordt) worden ingevoegd"".

*

* *

Hoofdstuk IX. - Telecommunicatie.

Algemene opmerkingen.

1. Uit de commentaar bij de artikelen die voorkomen onder hoofdstuk IX - Telecommunicatie, blijkt dat het voorontwerp van wet in die aangelegenheid twee doelstellingen nastreeft :

.../...

- 1° enerzijds de laatste hand leggen aan de strategische consolidatie van BELGACOM, onder meer door te voorzien in een reeks afwijkingen van de algemene bepalingen die in principe van toepassing zijn op alle autonome overheidsbedrijven en die samengebracht zijn in Titel I van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;
- 2° anderzijds anticiperen op de evolutie van het gemeenschapsrecht door de Koning daartoe ruime machtigingen te verlenen.

Wat de tweede doelstelling betreft, valt op te merken dat de memorie van toelichting voornamelijk een reeks resoluties opsomt die nog niet hebben geleid tot de aanneming, door de overheden van de Gemeenschap, van voor de lidstaten dwingende maatregelen; het gaat voornamelijk om voorbereidende documenten die de grote beleidslijnen vastleggen die nadien noodzakelijkerwijze met de lidstaten zullen moeten worden besproken (1) en in verordeningen of richtlijnen concrete gestalte zullen moeten krijgen.

Daardoor zijn de stellers van het voorontwerp niet in staat nu reeds bepalingen aan te nemen met een precieze normatieve inhoud en worden zij ertoe gebracht het aan de Koning over te laten alle noodzakelijke maatregelen te nemen voor de toekomstige reglementering van de telecommunicatiemarkten.

(1) Zie inzonderheid de resolutie van de Raad van 7 februari 1994 over beginselen voor de universele dienstverlening in de telecommunicatiesector (94/C 48/01), Publikatieblad van de E.G. 12-2-94, nr. C 48/1 en 2.

Doordat aan de Koning zo'n buitensporige bevoegdheid wordt opgedragen - de principes die de Koning bij de uitoefening ervan moeten leiden, zijn niet bepaald en er is niet voorzien in een beperking in de tijd - kunnen de wetgevende kamers de exacte draagwijdte van de voorgenomen hervorming niet inschatten en kunnen zij hun functie van controle op de werking van de uitvoerende macht niet uitoefenen. Ook de uitoefening van het evocatierecht van de Senaat dreigt daardoor te worden bemoeilijkt.

2. Het onderzoek van de bepalingen die voorkomen onder hoofdstuk IX, doet veronderstellen dat de Regering de aanneming voor ogen heeft van een geheel van gedetailleerde regels om de telecommunicatie-markten, waarop BELGACOM slechts één van de deelnemers is, ingevolge hun geleidelijke liberalisering, te reglementeren.

In plaats van dat nieuwe geheel van regels op te nemen in de voormelde wet van 21 maart 1991, die, zoals het opschrift ervan zelf aangeeft, betrekking heeft op de autonome overheidsbedrijven, zou het beter zijn een afzonderlijke wet aan te nemen betreffende de telecommunicatie, waarin alle bepalingen omtrent die aangelegenheid zouden worden ondergebracht, met inbegrip van de enkele bepalingen die thans in de voornoemde wet voorkomen.

3. Zowel de commentaar bij de artikelen als de artikelen zelf van hoofdstuk IX van het onderhavige voorontwerp bevatten onjuiste verwijzingen waardoor de bevattelijk-

.../...

heid ervan in het gedrang komt. Het staat aan de stellers van het voorontwerp die vergissingen weg te werken.

Onder voorbehoud van die algemene opmerkingen formuleert de Raad van State de enkele specifieke opmerkingen die hierna volgen.

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 76.

In onderdeel 2°, lijkt de toevoeging van de woorden "en, in voorkomend geval," aan de tekst van het paragraaf 4, eerste lid, van artikel 59/2 van de wet niet noodzakelijk en kan dus vervallen, tenzij de strekking ervan wordt verduidelijkt - wat in de commentaar niet wordt gedaan.

Artikel 77.

Het ontworpen artikel 59/7 stelt inzonderheid dat artikel 12, § 3, tweede zin, van de wet van 21 maart 1991 niet van toepassing is op BELGACOM.

Teneinde elke onduidelijkheid te voorkomen, is het wenselijk te verduidelijken dat BELGACOM, binnen de perken van het doel van die onderneming, vrij beslist over zowel de beleggingen in deviezen, als over de beleggingen in Belgische frank.

.../...

Artikel 78.

Teneinde te streven naar uniformiteit inzake de opmaak van de tekst, dient het ontworpen artikel 59/8 als volgt te worden gesteld :

"Art. 59/8. In artikel 13, § 3, eerste lid, zijn de woorden "en statutair recht geeft op meer dan 75 % van de stemmen en mandaten in alle organen van de bedoelde dochteronderneming" niet van toepassing op BELGACOM".

Artikel 82.

De definities die door dit artikel worden gegeven, zijn bij deze stand van zaken niet een weergave van teksten van communautair recht. Er bestaat derhalve een risico dat wanneer zulke teksten definitief aangenomen zullen zijn door de bevoegde communautaire overheden, er een discrepantie zal zijn met de te voren door de Belgische wetgever aangenomen definities (1).

Artikel 83.

Dit artikel strekt tot aanvulling van artikel 75 van de wet van 21 maart 1991 met een paragraaf 8, die voorziet in het bemiddelend optreden van het Instituut

(1) Artikel 68 van de wet van 21 maart 1991 heeft blijkbaar geen onderdeel 16°.

teneinde de partijen in een geschil met elkaar te verzoenen en het aan de Koning overlaat de procedure voor het B.I.P.T. vast te stellen.

Al kan men aannemen dat het B.I.P.T. een verzoenende functie vervult, toch is het niet geoorloofd dat, zoals de voornoemde paragraaf 8, eerste lid, in fine, stelt, het B.I.P.T. - een publiekrechtelijke rechtspersoon - optreedt als scheidsrechter volgens een door de Koning vastgestelde procedure. Deze aangelegenheid wordt geregeld door het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek en men dient zich ernaar te gedragen.

De bepaling moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 84.

Het ontworpen artikel 85bis machtigt de Koning om "de lijst (...) van de diensten die worden gepresteerd bij wijze van universele dienstverlening, alsmede de technische en financiële voorwaarden voor het verstrekken van die universele dienst" vast te leggen.

De afdeling wetgeving vraagt zich af of er geen radicale tegenstelling bestaat tussen de ontworpen bepaling en artikel 3, § 2, van de wet van 21 maart 1991, dat de aangelegenheden bepaalt die vallen onder het beheerscontract, bepaaldelijk de onderdelen 1^o en 2^o. Zij verwijst in dat verband naar de commentaar bij de artikelen 4 en 5

.../...

van dat beheerscontract (B.S. van 4 september 1992, p. 19.352). Deze tegenstelling moet worden weggewerkt.

Artikel 85.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 85ter bepaalt dat degene die de universele dienst verleent, aan het Instituut of aan de "gevolmachtigden" hiervan alle inlichtingen moet verstrekken die nodig zijn voor de berekening van de kostprijs van die dienstverlening.

Die "gevolmachtigden" worden niet nader bepaald. In de commentaar op dit artikel wordt daarover met geen woord gerept. De tekst moet in dat opzicht worden verduidelijkt.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 90 en 91 van het voorontwerp.

Artikel 86.

Het ontworpen artikel 85quater voert een bijdrage in die wordt berekend op basis van de omzet van de operatoren in de sector van de telecommunicatie. Deze bijdrage vertoont de wezenlijke kenmerken van een belasting. Zij is een heffing die de Staat gezagshalve oplegt, en ze vormt geen tegenprestatie voor een dienst die inzonderheid verleend wordt hetzij aan de personen die aan het publiek telecommunicatie-infrastructuren of niet-gereserveerde, door

.../...

de Koning aangewezen telecommunicatiediensten aanbieden, hetzij aan de uitgevers van gidsen bedoeld in artikel 113, 2°, van de wet van 21 maart 1991.

De omstandigheid dat de opbrengst van die bijdrage via een speciaal te dien einde opgericht fonds (1) een bijzondere bestemming krijgt, te weten het compenseren van de verliezen die BELGACOM opgelopen heeft als gevolg van de universele dienstverlening, lijkt niet te kunnen beletten dat de bijdrage zich als een belasting aandient.

Daaruit volgt dat de wetgever zelf de elementen moet vaststellen die bijdragen tot het bepalen van de belastingschuld die van de belastingplichtigen kan worden geëist en dat de aan de Koning verleende delegaties slechts op bijkomstigheden betrekking mogen hebben.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

(1) Noch uit de onderzochte tekst, noch uit de commentaar op het artikel kan worden opgemaakt of dat fonds werkelijk een budgettair fonds is, waarop onder meer artikel 45 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, toepasselijk is, alsmede de regels inzake de administratieve en begrotingscontrole, dan wel of dat fonds, dat "door het Instituut beheerd" wordt, uit de overheidsbegroting zal worden gehaald, wat tot gevolg heeft dat het niet onderworpen is aan de wetgeving inzake de openbare comptabiliteit en dat alleen de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut erop toepasselijk zijn, een wet die toepasselijk is op het B.I.P.T.

Artikel 89.

De Raad van State stelt voor dat naar het voorbeeld van het ontworpen artikel 92, § 2, de bevoegdheden die artikel 94, § 2, van de wet aan de minister verleent, voortaan aan de Koning worden toegekend.

Artikel 90.

Op basis van de commentaar op dit artikel, rijst de vraag hoe de Koning boekhoudkundige principes kan vastleggen die alle operators moeten toepassen, zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de toepassing van alle wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake boekhoudkundige normen, noch aan de bevoegdheid van de commissie voor boekhoudkundige normen.

De Regering moet haar bedoelingen verduidelijken.

Artikel 91.

De Raad van State ziet niet in waarom de bevoegdheid die bij het ontworpen artikel 109bis, tweede lid, tweede volzin, aan de minister wordt toegekend, niet aan de Koning wordt verleend zoals wordt voorgeschreven bij het ontworpen artikel 109, § 2.

.../...

Artikel 92.

Deze bepaling voegt in de wet een artikel 109ter in, dat de Koning een buitensporige delegatie verleent welke afbreuk doet aan het beginsel van de wilsautonomie.

Zulk een afbreuk aan de contractuele vrijheid moet door de wetgever zelf worden bewerkstelligd; zij kan niet aan de Koning worden gedelegeerd.

Artikel 95.

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 95. Artikel 110, § 2, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :".

Artikel 96.

In paragraaf 2, in fine, van het ontworpen artikel 114, schenden de woorden "alook de bepalingen die krachtens die voorschriften zijn uitgevaardigd" het beginsel van de wettelijkheid van de tenlasteleggingen in strafzaken. Die woorden dienen te vervallen.

Overigens bestaat artikel 113bis niet.

.../...

Gelet op deze beide opmerkingen, dient de tekst als volgt te worden gesteld :

"§ 2. ... de artikelen 84, 85, tweede en derde lid, 88, 89, §§ 2 tot 7, 92, §§ 1, 2 en 5, 94, § 1, 95, 96, 99, § 3, 104, 109, 109bis en 113".

Artikel 98.

Als het bij deze nieuwe bepaling de bedoeling voorziet artikel 7 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en de teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie te vervangen door een autonome bepaling van de wet van 21 maart 1991, behoort als volgt te werk te worden gegaan :

- 1º artikel 98 van het ontwerp moet artikel 7 van de wet van 6 februari 1987, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994, opheffen;
- 2º de nieuwe bepaling moet een nieuw artikel 92bis worden, en niet ingevoegd worden in een hoofdstuk met als opschrift "Allerhande bepalingen".

Overigens dient in de Franse tekst te worden afgezien van het gebruik van het woord "instances", dat een begrip van gerechtelijk recht is.

.../...

Artikel 99.

Bij het lezen van de commentaar bij artikel 99 vraagt de Raad van State zich af of het door de stellers van het voorontwerp nagestreefde doel niet zou worden bereikt door in het eerste lid van artikel 2 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving alleen de woorden ", met uitsluiting van de radio-omroepdiensten" te laten vervallen.

De opheffing van die woorden zou tot gevolg hebben dat BELGACOM onder het stelsel van het gemeen recht zou vallen wat de radio-omroepdiensten betreft.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.